



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18–21 novembre 2024

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 23 octobre 2024

WFP/EB.2/2024/7-D

Original: anglais

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays, de plans stratégiques de pays provisoires et de plans stratégiques de pays provisoires de transition, et augmentations ou diminutions budgétaires correspondantes approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1er janvier et le 30 juin 2024

Résumé

Le présent rapport fait état des révisions de plans stratégiques de pays, de plans stratégiques de pays provisoires et de plans stratégiques de pays provisoires de transition, ainsi que des augmentations ou des diminutions budgétaires correspondantes approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2024. Il fournit au Conseil d'administration des informations sur les révisions de plans stratégiques de pays, conformément à l'engagement pris par la direction lors des consultations informelles organisées en amont de la tenue de la deuxième session ordinaire du Conseil de 2017 et de la première session ordinaire de 2020.

Au cours de la période examinée, 19 révisions ont été approuvées en vertu de délégations de pouvoirs. Pour la première fois depuis 2020, le budget du PAM avait baissé à la fin de la période considérée, et les révisions visées par le présent rapport ont entraîné une diminution du plan fondé sur les besoins du PAM de 1,3 milliard de dollars É.-U., soit une réduction de 5 pour cent du budget total des plans stratégiques de pays en question.

Sur les 19 révisions effectuées, une a été approuvée par la Directrice exécutive et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, six ont été approuvées par la seule Directrice exécutive, quatre ont été approuvées par des directeurs régionaux et huit par des directeurs de pays.

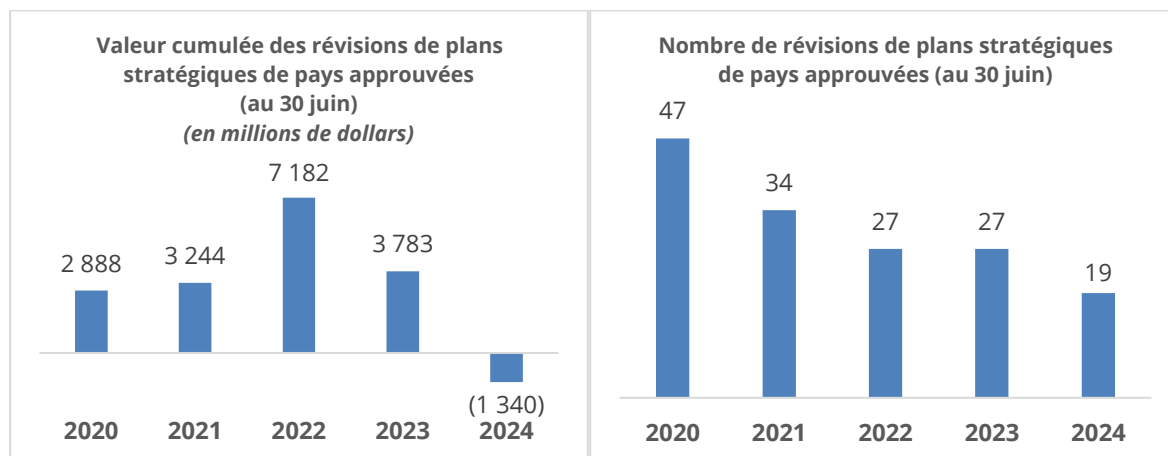
Coordonnateurs responsables:

M. W. Affif
Chef
Unité chargée du cycle et de la qualité
des programmes
courriel: william.affif@wfp.org

M. M. Wachs
Spécialiste de l'analyse des données
Unité chargée du cycle et de la qualité des programmes
courriel: martin.wachs@wfp.org

Les réductions les plus importantes ont été enregistrées au niveau du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (le budget du plan stratégique pour l'Afghanistan a notamment diminué de 786 millions de dollars); du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (le budget du plan pour l'Éthiopie a été réduit de 647 millions de dollars); et du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (le budget du plan pour le Nigéria a diminué de 537 millions de dollars). C'est le Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale qui a affiché la plus forte augmentation budgétaire, le budget du plan stratégique pour l'État de Palestine ayant augmenté de 642 millions de dollars.

Figure 1. Comparaison des révisions budgétaires (coûts d'appui directs et indirects compris), de 2020 à juin 2024



Bureau régional	Valeur totale (coûts d'appui directs et indirects compris)
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	(786)
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	(647)
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	(537)
Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	(51)
Bureau régional pour l'Afrique australe	40
Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale	642
Total général	(1 340)

Figure 2. Principales variations budgétaires par bureau de pays en 2024 (en millions de dollars)

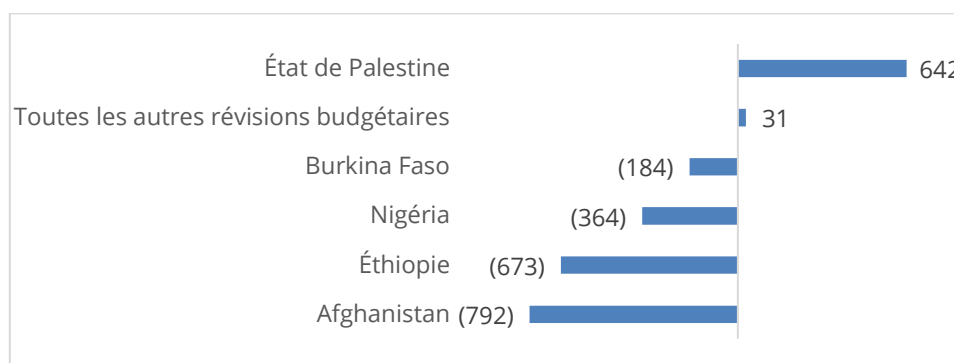


TABLEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT

Délégation de pouvoirs	Numéro de paragraphe dans le présent rapport	Bureau de pays ou sous-région	Bureau régional	Document	Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)	Montant de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)
Directrice exécutive et Directeur général de la FAO	1	État de Palestine	Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale	Révision budgétaire 2 du PSP pour 2023-2028	1 000 000	642
Directrice exécutive	2	Afghanistan	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	Révision budgétaire 9 du PSP pour 2018-2025	(941 755)	(792)
Directrice exécutive	3	Éthiopie	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	Révision budgétaire 7 du PSP pour 2020-2025	(12 108 599)	(673)
Directrice exécutive	4	Nigéria	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	Révision budgétaire 1 du PSP pour 2023-2027	0	(364)
Directrice exécutive	5	Burkina Faso	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	Révision budgétaire 10 du PSP pour 2019-2025	(659 748)	(184)
Directrice exécutive	6	Colombie	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Révision budgétaire 2 du PSP pour 2021-2024	0	(138)
Directrice exécutive	7	Colombie	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Révision budgétaire 3 du PSP pour 2021-2024	0	78
Directeur régional	8	Rwanda	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	Révision budgétaire 4 du PSP pour 2019-2024	17 941	26
Directeur régional	9	Malawi	Bureau régional pour l'Afrique australe	Révision budgétaire 1 du PSP pour 2024-2028	0	21
Directeur régional	10	Zambie	Bureau régional pour l'Afrique australe	Révision budgétaire 1 du PSP pour 2023-2028	63 187	11
Directeur régional	11	Angola	Bureau régional pour l'Afrique australe	Révision budgétaire 5 du PSP pour 2020-2024	12 780	8
Directeur de pays	12	Sénégal	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	Révision budgétaire 4 du PSP pour 2019-2024	55 000	11
Directeur de pays	13	Ukraine	Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale	Révision budgétaire 2 du PSP-T pour 2023-2024	7 100	(8)
Directeur de pays	14	Égypte	Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe orientale	Révision budgétaire 2 du PSP pour 2023-2028	12 000	8
Directeur de pays	15	Sous-région du Pacifique	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	Révision budgétaire 1 du PSMP pour 2023-2027	225 000	5

TABLEAU 2: PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS OU DES DIMINUTIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2024, PAR DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET PAR MONTANT

Délégation de pouvoirs	Numéro de paragraphe dans le présent rapport	Bureau de pays ou sous-région	Bureau régional	Document	Augmentation ou diminution totale du nombre de bénéficiaires directs (hors chevauchements)	Montant de la révision (coûts d'appui directs et indirects compris) (en millions de dollars)
Directeur de pays	16	Bolivie (État plurinational de)	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Révision budgétaire 1 du PSP pour 2023-2027	112 000	2
Directeur de pays	17	Sous-région des Caraïbes	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Révision budgétaire 2 du PSMP pour 2022-2026	0	8
Directeur de pays	18	Timor-Leste	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	Révision budgétaire 2 du PSP pour 2023-2025	0	1
Directeur de pays	19	Nicaragua	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Révision budgétaire 6 du PSP pour 2019-2024	0	0

Abréviations: FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; PSMP = plan stratégique multipays; PSP = plan stratégique de pays; PSPP = plan stratégique de pays provisoire; PSPP-T = plan stratégique de pays provisoire de transition.

Révisions et augmentations ou diminutions budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

1. **La deuxième révision du plan stratégique de pays (PSP) établi pour l'État de Palestine (2023-2028)** vise à apporter plusieurs ajustements opérationnels au PSP, dans le droit fil de l'appel éclair plus général en faveur de l'aide humanitaire¹. Le nombre de bénéficiaires augmentera de 1 million de personnes et le budget global, de 642 millions de dollars. Depuis octobre 2023, l'escalade du conflit entre le Hamas et Israël a fait au moins 30 000 morts² et 67 000 blessés parmi les Palestiniens. À Gaza, des quartiers entiers, des écoles et des hôpitaux ont été détruits et les chaînes d'approvisionnement ont été gravement perturbées, laissant l'ensemble de la population, estimée à 2,2 millions de personnes, à court de nourriture, d'eau et de produits de première nécessité, et entraînant le déplacement de 1,7 million de personnes³. Avant le conflit, les deux tiers de la population de Gaza dépendaient de l'aide humanitaire. Aujourd'hui, 2,2 millions de personnes risquent d'être victimes d'une insécurité alimentaire aiguë relevant, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), de la phase dite de crise, voire pire⁴. En décembre 2023, l'analyse menée au titre de l'IPC⁵ a révélé que l'insécurité alimentaire à Gaza était catastrophique: la phase 4 de l'IPC (urgence) concernait 50 pour cent de la population

¹ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (2023). [Appel éclair de 2023 en faveur du territoire palestinien occupé](#) (en anglais uniquement).

² Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (2023). [Territoire palestinien occupé](#) (en anglais uniquement). (Consulté le 7 mars 2024.)

³ Ibid. (Consulté le 19 février 2024.)

⁴ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. 2024. [Archive des alertes – numéro 94](#) (en anglais uniquement).

⁵ Ibid.

(1,17 million de personnes), et 25 pour cent d'autres (plus d'un demi-million de personnes) allaient se retrouver en phase 5 (catastrophe/famine).

Révisions et augmentations ou diminutions budgétaires approuvées par la Directrice exécutive

2. **La neuvième révision du PSP pour l'Afghanistan (2018-2025)** prévoit une réduction du nombre de bénéficiaires de 941 755 personnes et une baisse du budget global de 792 millions de dollars. Conformément aux orientations du PAM, les chiffres prévisionnels sont ajustés pour tenir compte de la diminution du financement attendu pour 2024 et 2025. L'engagement international à long terme en Afghanistan reste délicat et incertain, sur le plan des stratégies comme sur celui du financement. Il convient de compléter l'action humanitaire soutenue par des interventions visant à répondre aux besoins essentiels et à renforcer la résilience. Une telle approche est définie dans le Cadre stratégique des Nations Unies relatif à l'Afghanistan (juin 2023-décembre 2025), qui donne la priorité aux services essentiels durables, aux débouchés économiques et à des moyens d'existence résilients. La révision ne modifie pas la date de fin du PSP, qui coïncide donc toujours avec le calendrier du Cadre stratégique des Nations Unies actuellement en place.
3. **La septième révision du PSP pour l'Éthiopie (2020-2025)** entraînera une réduction du nombre de bénéficiaires de 12 108 599 personnes et une baisse du budget global de 673 millions de dollars. Depuis la suspension de l'assistance alimentaire en mai et juin 2023, le bureau de pays mène un projet détaillé visant à donner des assurances – avec le ferme appui de la direction au Siège et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est –, le but étant de réorganiser son modèle opérationnel en Éthiopie. Fondamentalement, le PAM a mis en place des mesures et des contrôles renforcés pour s'assurer que l'aide alimentaire parvient bien aux bénéficiaires prévus. Conçu principalement à des fins de secours et d'aide aux réfugiés, le projet en matière d'assurances à donner est également mis en œuvre dans le cadre de programmes de nutrition et d'alimentation scolaire, notamment en ce qui concerne les livraisons de produits et le renforcement du suivi. Grâce au succès des mesures prises dans le cadre du projet, l'aide aux réfugiés et l'aide d'urgence ont pu reprendre en octobre 2023 et en novembre 2023, respectivement.
4. **La première révision du PSP pour le Nigéria (2023-2027)** permettra de réduire le budget global de 364 millions de dollars, le nombre de bénéficiaires restant inchangé. Cette coupe équivaut à une diminution de 14 pour cent du budget total, qui est ramené à 2,2 milliards de dollars. Depuis le milieu de l'année 2023, le naira nigérian a été fortement dévalué, ce qui a réduit le prix des denrées alimentaires achetées localement dans le cadre du PSP. Par conséquent, le bureau de pays ajustera les coûts des denrées alimentaires et la valeur des transferts qui ont été estimés durant la conception du PSP, afin que le budget soit plus en phase avec les conditions en vigueur **sur les marchés locaux**. Cette révision budgétaire a trois grands objectifs: rectifier le budget en révisant les coûts des denrées alimentaires et la valeur des transferts de type monétaire; faire figurer les transferts de type monétaire au nombre des modalités de transfert, et revoir la description de l'activité 2, afin que celle-ci soit en adéquation avec les nouvelles directives de l'Organisation mondiale de la Santé sur les interventions de supplémentation visant à prendre en charge la malnutrition aiguë modérée dans le cadre du pilier relatif aux interventions face aux crises (à compter de juin 2024); et inscrire les coûts de suivi, d'évaluation et d'analyse à la rubrique des coûts de mise en œuvre.

5. **La dixième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019-2025)** prévoit de réduire le nombre total de bénéficiaires de 659 748 personnes et le budget global, de 184 millions de dollars. Le bureau de pays se heurte à un contexte de financement défavorable dû à une perte d'intérêt des donateurs, certains d'entre eux ayant suspendu leur aide. Pour tirer le meilleur parti des ressources limitées disponibles, le bureau de pays revoit son budget à la baisse: le montant total révisé est de 400 millions de dollars pour 2024 et de 403 millions de dollars pour 2025, soit une réduction de 19 pour cent par rapport au montant total indiqué dans le plan fondé sur les besoins pour les années en question. La révision budgétaire vise à rectifier le budget du bureau de pays, en particulier le plan fondé sur les besoins pour 2024, de façon à mettre les dépenses en phase avec les besoins réels sans modifier la stratégie globale définie pour le pays, qui restera inchangée.
6. **La deuxième révision du PSP pour la Colombie (2021-2024)** initialement approuvée visait à réduire la durée du PSP de deuxième génération de six mois, pour que son échéance coïncide avec le début du nouveau PSP de troisième génération, qui devait être mené du 1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2028. Elle a toutefois été rendue caduque par une troisième révision budgétaire (voir ci-après).
7. **La troisième révision du PSP pour la Colombie (2021-2024)** a eu pour effet d'annuler la deuxième révision budgétaire (voir ci-dessus) et de prolonger le PSP de deuxième génération jusqu'au 31 décembre 2024. En raison de l'approbation tardive du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le Gouvernement colombien a demandé à reporter le nouveau PSP, qui devrait désormais commencer le 1^{er} janvier 2025. Le budget du PSP actuel a donc été revu à la hausse pour assurer la continuité des opérations en cours.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

8. **La quatrième révision du PSP pour le Rwanda (2019-2024)** vise à repousser de six mois la fin du PSP actuel – de juillet à décembre 2024 – afin que les dates du nouveau PSP, qui sera soumis pour approbation au Conseil à sa deuxième session ordinaire en novembre 2024, coïncident avec les nouvelles échéances de la deuxième stratégie nationale de transformation du Rwanda et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. L'augmentation globale du budget du portefeuille de pays s'établira à 26 millions de dollars et permettra de venir en aide à 17 941 bénéficiaires supplémentaires.
9. **La première révision du PSP pour le Malawi (2024-2028)** prévoit une augmentation budgétaire globale de 21 millions de dollars, destinée à couvrir la prestation de services à la demande aux fins de l'achat et du transport de farine de maïs jusqu'aux points de livraison finale dans le pays. Ces services visent à contrer la forte accentuation de l'insécurité alimentaire dont souffrent 4,4 millions de personnes, qui résulte des chocs climatiques, de la hausse des prix alimentaires, du déclin économique et de la dévaluation de la monnaie.
10. **La première révision du PSP pour la Zambie (2023-2028)** permettra d'augmenter le budget global de 11 millions de dollars et le nombre de bénéficiaires, de 63 187 personnes, en réponse à la forte détérioration de la sécurité alimentaire découlant de la faiblesse des précipitations, de la sécheresse persistante, de l'épidémie de choléra et des difficultés économiques. Quelque 2,04 millions de personnes (21 pour cent de la population rurale) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë – une aide alimentaire et un appui aux moyens d'existence étant requis d'urgence dans 60 pour cent des districts étudiés. Le déficit pluviométrique attendu et le phénomène El Niño risquent d'amplifier les mauvaises récoltes et les pénuries alimentaires, aggravant ainsi la crise. Parallèlement, l'économie zambienne traverse une période difficile, marquée par la dépréciation de la monnaie et l'inflation, qui

font grimper les prix alimentaires, restreignent les débouchés économiques et rendent nécessaire une intervention humanitaire d'envergure.

11. **La cinquième révision du PSP provisoire (PSPP) pour l'Angola (2020-2024)** prévoit de repousser de 12 mois (du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025) l'échéance du PSPP en cours. Il s'agit de donner suffisamment de temps à l'équipe pour passer du PSPP actuel à un PSP de deuxième génération, ce délai étant indispensable si l'on veut assurer la convergence avec l'action menée par le Gouvernement et obtenir l'engagement de ce dernier dans la perspective d'une élaboration et d'une mise en œuvre efficaces du PSP. La révision permettra d'augmenter le budget global de 8 millions de dollars et de venir en aide à 12 780 bénéficiaires supplémentaires.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

12. **La quatrième révision du PSP pour le Sénégal (2019-2024)** a pour objet de prolonger le PSP actuel de six mois, pour que la nouvelle équipe de direction ait pleinement le temps de définir ses ambitions pour le PSP à venir, qui démarrera en janvier 2025. La révision budgétaire vise à garantir la continuité des opérations lors du passage au nouveau PSP, compte tenu de la forte insécurité alimentaire et des tensions liées à la période électorale. En outre, les activités liées aux repas scolaires, à la résilience et à la période de soudure concerneront davantage de bénéficiaires. La révision permettra d'augmenter le budget global de 11 millions de dollars et de venir en aide à 55 000 bénéficiaires supplémentaires.
13. **La deuxième révision du PSPP de transition (PSPP-T) pour l'Ukraine (2023-2024)** prévoit une réduction du budget global du PSPP-T de 8 millions de dollars et l'inclusion de 7 100 bénéficiaires supplémentaires. Il sera fait appel aux transferts de type monétaire dans le cadre de l'activité 4, et d'autres aspects du PSPP-T feront l'objet d'ajustements opérationnels mineurs.
14. **La deuxième révision du PSP pour l'Égypte (2023-2028)** vise à apporter plusieurs ajustements opérationnels au PSP, afin que le PAM puisse lutter contre les répercussions de la crise au Soudan tout en s'assurant que des mesures de préparation sont en place pour faire face à d'autres crises régionales, le cas échéant. En vertu de cette révision, le budget global augmentera de 8 millions de dollars et 12 000 bénéficiaires supplémentaires recevront une assistance en nature, tandis qu'une nouvelle activité (activité 7) sera menée au titre de l'effet direct 3 du PSP, aux fins de la prestation de services à la demande à l'intention des pouvoirs publics, du personnel humanitaire et des acteurs du développement.
15. **La première révision du plan stratégique multipays (PSMP) pour le Pacifique (2023-2027)** permettra d'augmenter le budget global du PSMP de 5 millions de dollars et le nombre de bénéficiaires, de 225 000 personnes, le but étant, d'une part, de prendre en compte l'utilisation de transferts de type monétaire pour financer les mesures d'anticipation prises dans le cadre de l'activité 2 relevant de l'effet direct 1 du PSMP, et d'autre part, d'adapter le cadre logique à des fins d'établissement de rapports sur l'intervention. Les pays et territoires insulaires du Pacifique comptent parmi les plus vulnérables au monde face aux risques naturels, qui sont aggravés par les changements climatiques; la région est en outre touchée par des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et de plus en plus graves. Les partenaires se montrent toujours plus désireux d'intensifier les mesures d'anticipation dans la région afin d'apporter un appui aux communautés vulnérables en amont des chocs. L'approche du PAM dans le Pacifique consiste à renforcer les systèmes et les capacités des pouvoirs publics, de façon à réduire la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition résultant des effets des changements climatiques et d'autres chocs covariants.

16. **La première révision du PSP pour la Bolivie (État plurinational de) (2023-2027)** permettra d'augmenter le budget global de 2 millions de dollars et de venir en aide à 112 000 bénéficiaires supplémentaires. Compte tenu des difficultés actuellement rencontrées par le Gouvernement bolivien pour ce qui est d'assurer un approvisionnement alimentaire adéquat – difficultés qui compromettent la fourniture d'un appui rapide dans les situations d'urgence –, il a été demandé au PAM d'intégrer l'assistance alimentaire en nature dans ses opérations, afin d'aider le Gouvernement à stabiliser les prix alimentaires et à satisfaire plus efficacement les besoins de la population en cas de crise et de choc. En recourant aux transferts de vivres en sus des transferts de type monétaire, le PAM assurera une meilleure prise en charge des besoins nutritionnels des personnes vulnérables.
17. **La deuxième révision du PSMP pour les Caraïbes (2022-2026)** permet d'augmenter de 8 millions de dollars le budget global du PSMP pour la sous-région des Caraïbes, le nombre de bénéficiaires restant inchangé. Cette révision va dans le sens d'un investissement croissant du Bureau multipays du PAM pour les Caraïbes auprès de plusieurs gouvernements et partenaires de développement dans l'ensemble des Caraïbes anglophones et néerlandophones. Si la durée et l'orientation stratégique du PSMP restent inchangées, la révision traduit bien l'évolution de cette mobilisation, une nouvelle activité ciblant 60 000 personnes étant prévue, accompagnée d'une augmentation correspondante du budget au titre de l'effet direct 2 du PSMP dans le domaine d'action privilégié relatif aux interventions face aux crises. Grâce à la modalité de transfert actuelle, à savoir le transfert de ressources non assorti de conditions, le bureau multipays peut répondre aux besoins des gouvernements et accélérer le travail de renforcement des systèmes, qui est au cœur de sa stratégie pour les Caraïbes.
18. **La deuxième révision du PSP pour le Timor-Leste (2023-2025)** augmente le budget global de 1 million de dollars, le nombre de bénéficiaires restant inchangé. Conformément au besoin urgent du Gouvernement de lutter contre les crises qui se répercutent sur la nutrition et sur les services de la chaîne d'approvisionnement locale, la révision budgétaire permettra au PAM d'apporter un appui au Gouvernement et aux partenaires en fournissant des services liés aux achats et à la chaîne d'approvisionnement. Cet appui sera apporté dans le cadre de la nouvelle activité 4 relevant du nouvel effet direct 4, et complétera les réalisations accomplies au titre de l'ensemble des effets directs du PSP.
19. **La sixième révision du PSP pour le Nicaragua (2019-2024)** a pour objet de modifier la couverture géographique de l'activité 1 (programme d'alimentation scolaire) menée au titre de l'effet direct 1 du PSP, conformément aux exigences du Gouvernement – l'accent étant mis non plus sur la région autonome de la Côte caraïbe nord et les zones de peuplement autochtone de Jinotega, mais sur la région du Pacifique et du centre-nord du pays, autrement dit le couloir de la sécheresse nicaraguayen. Il sera tenu compte de la couverture universelle du programme d'alimentation scolaire au Nicaragua et de l'intention exprimée par le Gouvernement de prendre en charge les zones auparavant couvertes par le PAM. Cette révision n'implique aucune modification de la ligne de visée, du nombre de bénéficiaires, du nombre de tonnes de vivres ou de l'allocation budgétaire du PSP.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSMP	plan stratégique multipays
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition